

Les Tchèques dans la rue pour protéger la Justice

Le Premier ministre tchèque a provoqué l'ire de la société civile et de l'opposition en remplaçant son ministre de la Justice tout juste après avoir été incriminé pour fraude.

ADRIEN BEAUDUIN
CORRESPONDANT EN EUROPE CENTRALE

Pour la deuxième semaine consécutive, les manifestants sont descendus dans les rues de Prague lundi soir pour dénoncer ce qu'ils voient comme une attaque contre l'indépendance de la Justice. Encore plus nombreux que la semaine dernière, ils étaient des milliers à envahir la place de la vieille ville pragoise, scandant « nous ne sommes pas aveugles » et demandant la démission de la nouvelle ministre de la Justice, Marie Benesova. Celle-ci a été nommée le 30 avril dernier et est considérée comme trop partiale. Ses projets de réforme de la Justice seraient une tentative de protéger le Premier ministre Andrej Babis, soupçonné par l'Office européen antifraude Olaf d'avoir frauduleusement perçu des fonds européens. Or le départ du ministre précédent a eu lieu tout juste après que la police recommanda formellement au procureur de porter des accusations contre Andrej Babis et son en-

tourage.

D'entrée de jeu, l'organisateur de la manifestation déclarait depuis le podium qu'« en ce moment-ci, l'inaction est criminelle » et annonçait déjà de nouvelles manifestations pour lundi prochain. Pour tous les orateurs qui se sont succédé, alarmistes, les derniers changements au gouvernement sont une véritable attaque contre l'État de droit et la démocratie. En plus des représentants de la société civile, plusieurs politiciens des partis d'opposition se sont adressés à la foule en agitant des drapeaux tchèques et européens, appelant les citoyens à punir le gouvernement lors des élections européennes.

L'affaire « Nid de cigogne »

Le Premier ministre, dont le parti ANO qu'il a fondé est affilié à la famille libérale européenne, continue à tenir la

ligne qu'il tient depuis les premières révélations sur l'affaire : il balaie du revers de la main toutes les allégations de manipulation et contre-attaque en parlant de « complots », « inventions » et « campagne ». Quant à la ministre Benesova, elle se dit inflexible devant les manifestants : « Je n'accepte pas les pressions, a-t-elle averti, cela ne marche pas avec moi. » Malgré les assurances du gouvernement, il n'en reste pas moins que Benesova considère notamment les accusations de fraude envers Babis comme politiques. De plus, ses projets de réforme de la Justice inquiètent, certains y voyant une volonté de purger les procureurs, qui seraient remplacés par des gens plus fidèles au pouvoir.

En attendant, le pays attend toujours

la décision du procureur en charge du dossier depuis l'annonce des résultats de l'enquête policière recommandant la mise en accusation. Le Premier ministre est dans le collimateur de la Justice dans l'affaire du « Nid de cigogne », du nom de l'hôtel qui aurait frauduleusement reçu des fonds européens en 2008. À l'époque, Andrej Babis était encore loin de la politique et dirigeait son empire agroalimentaire, Agrofert. Il aurait alors

fait transférer l'hôtel à une société anonyme afin de pouvoir percevoir deux millions d'euros de subsides. En effet, l'hôtel devenait alors une petite entreprise éligible aux fonds, ce qui n'était pas possible tant qu'elle faisait formellement partie de l'empire du milliardaire. En plus de cette affaire, Babis est visé par les institutions européennes qui l'accusent d'être en conflit d'intérêts avec son entreprise Agrofert, laquelle bénéficie de subventions de l'UE.

Reste un fort soutien populaire

Alors que la mobilisation est importante et que le gouvernement se retrouve sur la sellette, il sera difficile de justifier la mise au placard du dossier. Le Premier ministre joue cependant gros puisque les preuves contre lui ont l'air plus que solides. Pour le moment, il semble que sa stratégie visant à se porter en victime des élites politiques et judiciaires fonctionne et il garde un fort soutien populaire dans les sondages, toujours crédité de quelque 30 % des voix. S'il est probable que la mobilisation citoyenne et les élections ne l'ébranleront pas, il est moins sûr qu'il soit capable de se défendre contre l'épée de la Justice.

Orban attendu chez Trump

Le président américain, Donald Trump, accueillera le 13 mai à la Maison-Blanche le Premier ministre national-conservateur hongrois, Viktor Orban (photo), qui compte parmi ses rares admirateurs revendiqués au sein de l'Union européenne. Ce tête-à-tête entre Donald Trump, qui multiplie les piques contre l'UE, et Viktor Orban, connu pour ses prises de position eurosceptiques et ses attaques contre les « bureaucrates de Bruxelles », interviendra à moins de trois semaines des élections européennes. « S'appuyant sur les liens anciens entre les Etats-Unis et la Hongrie, le président et le Premier ministre évoqueront les moyens de renforcer la coopération (entre les deux pays) », a indiqué mardi Sarah Sanders, porte-parole de la Maison-Blanche. L'annonce de cette visite intervient le jour où le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, qui effectue une tournée en Europe, a annulé une rencontre à Berlin avec la chancelière allemande, Angela Merkel. AFP